

EXPL ORE

FAIRE VILLE
ENSEMBLE
FACE AU
CHANGEMENT
CLIMATIQUE
2020

DÉBAT **Société, espace public et design**

INTERVIEWS **Patrick Bouchain / Judit Carrera**

ATELIER **Un lieu de concertation idéal ?**

CONFÉRENCE **Nicolas Hulot**



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENERAS LUX

3 Édito

Faire ville

- 6 La ville à la croisée des regards
- 10 Une conversation permanente
- 13 L'usine Parker, une friche en mutation
- 14 Pour un urbanisme démocratique
- 18 Faire participer les habitant·e·s
- 20 Société, espace public et design

ensemble

- 26 Un contre-récit citoyen du Grand Genève
- 30 Imaginer la mobilité de demain
- 34 Un lieu de concertation idéal ?
- 36 La ville par et pour les enfants

face au changement climatique

- 40 « Nous devons mener une révolution des esprits »
- 44 La ville à l'ère anthropocène
- 46 « La transition écologique est la seule question qui compte »
- 48 Ces mégatrends qui façonnent la Suisse

Édito

L'aménagement de notre cadre de vie est l'affaire de chacun·e d'entre nous. « Faire la ville ensemble » nous demande de nous interroger collectivement sur le devenir de notre territoire, sur notre projet de société, sur nos solidarités et sur notre environnement. Les expertises sont diverses, académiques et professionnelles, nécessairement interdisciplinaires ; de même les expériences sont multiples, confiant aux habitant·e·s et aux usager·ère·s un rôle au cœur de ces réflexions. Tous ensemble, nous devons développer notre capacité d'agir.

Dans cet esprit, nous souhaitons mettre EXPLORE au service des genevoises, des genevois et des habitant·e·s du Grand Genève pour dessiner ensemble le territoire de demain. Ces rendez-vous doivent nous permettre de débattre, de créer du lien et de la compréhension réciproque et faire ensemble la ville de demain. Ces événements multifacettes sont le réceptacle de contenus alimentés par des processus de concertation, par des expert·e·s du monde entier qui nous interrogent sur notre devenir en tant que territoire pluriel et sont l'occasion de moments festifs et conviviaux.

EXPLORE se veut bien entendu au service de la transition écologique. Faire la ville ensemble, de manière participative, face aux enjeux du changement climatique est un défi immense. Pour y répondre, nous avons invité les acteur·rice·s de la ville afin d'alimenter les débats qui nous invitent à nous projeter dans un territoire désirable, humain, en phase avec les enjeux de la transition écologique. Des architectes, des sociologues, des artistes mais aussi des philosophes ou encore des personnalités du monde politique se sont réuni·e·s pour échanger avec la population sur les défis auxquels nous devons faire face. Des ateliers ont réuni des habitant·e·s pour construire la mobilité de demain ou penser le Grand Genève selon des angles différents, des initiatives locales ont été mises à l'honneur. Ainsi, les éléments que vous trouverez dans cette publication sont des portes d'entrée destinées à alimenter nos réflexions et nos actions futures. Les prochains rendez-vous d'EXPLORE seront l'occasion de continuer ensemble à réfléchir sur notre avenir.

Sylvain Ferretti,
Directeur général de l'Office de l'urbanisme
de la République et canton de Genève

Faire ville



La ville à la croisée des regards

À cheval entre culture, architecture, politique et philosophie, la ville est un terrain d'interdisciplinarité. Alors que la ville fait face à des défis majeurs, en premier lieu celui du réchauffement climatique, il semble plus que jamais nécessaire de casser les barrières.

La soirée d'ouverture d'EXPLORE Genève était ainsi placée sous le signe de l'interdisciplinarité, en faisant dialoguer le monde académique avec la société civile, le politique avec le scientifique, l'urbanisme avec la culture ou la philosophie. Une manière de confronter les regards d'une société plurielle et de construire ensemble les bases d'un monde désirable.

Avant le concert événement de Chassol, artiste virtuose dont la spécialité est de mettre en musique des images du quotidien, une table ronde réunissait un panel d'invité-e-s de marque, modérée par Thibaut Sardier, géographe et journaliste à *Libération*.

Le « miracle » de la ville

Première à entrer dans l'arène, Judit Carrera dirige une institution à la pointe du débat d'idées et des réflexions sur la ville en Europe, le Centre de Culture Contemporaine de Barcelone (CCCB). «La ville est le reflet des conflits sociaux, économiques et culturels de nos sociétés, c'est un potentiel conflit permanent, entame-t-elle. Elle est aussi un laboratoire de pratiques de la coexistence pacifique entre des personnes très différentes et qui ne se connaissent pas. En ce sens, la ville est toujours un miracle!»

Comment intervenir pour que la ville soit effectivement un lieu de coexistence

pacifique? On peut le faire à deux niveaux, répond cette politologue de formation. Le premier est d'ordre matériel. «La ville est un espace concret, avec des rues, des places publiques, des lieux partagés. Dans ce cadre, l'architecture et l'urbanisme sont des instruments qui peuvent être mis au service de la démocratie et du vivre-ensemble.» Le second niveau est de nature immatérielle. «La ville est aussi un espace intangible, un espace politique qui contient des valeurs essentielles», poursuit Judit Carrera. L'intervention dans la vie culturelle est alors «un moyen extraordinaire pour renforcer la médiation entre la société civile et l'État».

Retour de la terre

Pour Philippe Rahm, architecte suisse basé à Paris, connu pour son «architecture météorologique», la ville est certes sociale, politique et esthétique. Mais il ne faut pas oublier sa dimension physique. «Depuis les années 1950, la ville s'est désincarnée de questions auparavant fondamentales, liées à la santé et aux maladies, mais aussi des questions énergétiques – notamment la gestion du froid. Le charbon et le pétrole nous ont déchargé-e-s de ces soucis. Avec le réchauffement climatique, les canicules à répétition et la pollution, cette réalité physique revient en force. Il y a un grand retour de la terre, et nous devons, comme architectes et urbanistes, nous ressaisir de ces questions», insiste-t-il.

Actif dans le monde entier, le Vaudois conçoit ainsi des plans urbains basés sur la circulation des vents, sur l'évacuation de la chaleur et de la pollution, sur la réflexion de la lumière ou la gestion de l'humidité. C'est notamment le cas à Taichung, deuxième ville taïwanaise, où ces principes se déploient sur les 67 hectares du Jade Eco Park, le «Central Park» local. «Ce sont ces paramètres qui imposent les formes urbaines et non plus, comme on l'aurait fait dix ans auparavant, les axes de transport ou l'esthétique», souligne Philippe Rahm.

Apprendre à partager l'espace

Des formes d'habitat atypique, du plus rudimentaire au plus hi-tech, Philippe Simay en a découvert des dizaines autour du globe. Le philosophe a en effet sillonné la planète dans le cadre de sa série documentaire *Habiter le monde*, diffusée sur Arte et récemment aussi parue sous forme de livre. «À travers mes films, j'ai découvert que nos propres façons d'habiter sont très pauvres, raconte-t-il. J'ai découvert des sociétés capables d'articuler la notion d'habitat avec bien d'autres choses que du logement, avec le politique, le religieux, le genre, l'agriculture, etc. Qu'est-ce qu'habiter? Personne ne me parlait de sa maison! Habiter aujourd'hui, c'est apprendre à partager l'espace et à prendre soin des ressources.»

Et la ville dans tout ça? Pour Philippe Simay, cette forme d'organisation socio-spatiale tient en effet quelque peu du miracle tant elle est traversée par d'incroyables contradictions: «Les villes sont le lieu qui concentre le plus de personnes, de richesses et de ressources. Mais elles produisent énormément d'injustices spatiales, sociales et environnementales.» Il apparaît surtout que la ville est une «expérience collective», impliquant le corps et les sens, l'environnement bâti et la nature, note le philosophe. «C'est dans cette approche écosystémique que l'on peut imaginer les façons de vivre la ville. C'est une source d'inspiration pour tenter de penser les grands défis écologiques qui sont les nôtres.»

Des sens et des sons

Cette «expérience collective» de la ville, Christophe Chassol – alias Chassol, sur scène – la pratique à sa manière, celle d'un artiste globe-trotter. Le musicien s'est fait un nom grâce à une méthode d'écriture aussi atypique que spectaculaire, baptisée *ultrascore*. Il met en musique ses propres films documentaires, tournés dans le monde entier, à Calcutta, Fort-de-France, à la Nouvelle-Orléans, Tokyo ou Paris. Ces séquences de vie urbaine sont hachées,

remodelées, mises en boucle, puis «harmonisées» au piano, avec un résultat bluffant.

«Je pars en général avec une petite équipe, avec une cheffe op' et un ingénieur du son, raconte-t-il. Nous allons à la rencontre des gens, car ce sont eux qui font la ville.» Chaque son devient une note, chaque discussion une mélodie. À travers ses films,

« On assiste à une montée en puissance des citoyens ordinaires qui revendiquent leur droit à faire la ville. »

le pianiste s'est ainsi construit un rapport particulier à la ville, où il capture des bouts de quotidien, comme des scènes de chaos urbain dans les rues de Bénarès, en Inde, ou le bouillonnement festif du carnaval de Fort-de-France. Dans son dernier projet, *Ludi*, Chassol «mélodifie» encore une conversation d'ascenseur, une salle de jeux tokyoïte ou une cour de récréation parisienne.

Son travail artistique est une expérience sensorielle qui montre que la ville se pense aussi à travers ses usages quotidiens, loin des bureaux d'urbanisme et d'architecture. Il rappelle également l'importance de la culture dans le débat urbain, dont elle est souvent exclue. L'espace public, parfois utilisé comme lieu de médiation culturelle et de démocratisation de l'accès à la culture, peut être le point de jonction entre ces deux mondes.

« Condamné·e·s à vivre ensemble »

Face à la sphère privée, l'espace public incarne aussi le partage des biens communs, et un certain retour du collectif. Car le «trésor des communs», au sens des ressources gérées collectivement par une communauté, s'est

totallement perdu, regrette Philippe Simay. Les enjeux environnementaux pourraient signer sa renaissance. «On assiste à une montée en puissance des citoyens ordinaires qui revendiquent leur droit à faire la ville, c'est une formidable opportunité pour se ressaisir de ce qui nous appartient», estime le philosophe.

Face au défi climatique, la mutualisation des ressources, en vogue pour certains biens de consommation courante, apparaît donc comme une solution naturelle: partage des véhicules, des vélos, d'un espace de travail chauffé, etc. «Pourquoi ne pas

aller plus loin et partager les frigos, par exemple, comme on partage déjà les buanderies dans les immeubles en Suisse?» interroge Philippe Rahm.

D'une manière ou l'autre, «nous sommes condamné·e·s à vivre ensemble», conclut pour sa part Judit Carrera. À ce jour, le politique est l'instrument dont on dispose pour que cela soit possible. «Ce que le changement climatique met en scène, c'est que le vivre-ensemble ne concerne plus uniquement les êtres humains, mais toutes les espèces de la planète.»



Une conversation permanente

Le Centre de Culture Contemporaine de Barcelone (CCCB) est un lieu emblématique et novateur en Europe. À la fois espace d'exposition, de débat d'idées et de création artistique, il s'affirme comme un véritable laboratoire urbain, proposant une approche inédite sur la ville, l'espace public et la culture contemporaine. Sa directrice Judit Carrera était à Genève en septembre 2019 dans le cadre d'une collaboration avec EXPLORE. Interview.

Pouvez-vous brièvement présenter le CCCB ?

Le CCCB est né en 1994, dans le cadre de la politique urbaine autour des Jeux olympiques de Barcelone. Il se situe au Raval, l'un des quartiers les plus défavorisés de la ville, dans une ancienne maison de charité du XVIII^e siècle. Ce bâtiment nous rappelle tous les jours que les villes se composent de plusieurs couches historiques, et que ce passé doit être respecté. Nous organisons de grandes expositions thématiques, des festivals de toutes sortes – littérature, architecture, cinéma, arts de la scène – et un large programme de débats et de rencontres. Barcelone a une longue tradition de réflexion sur la ville. Le CCCB est une institution très barcelonaise, très enracinée, et en même temps très ouverte sur le monde. Sur nos quelques 500'000 visites et visiteurs annuels, 70% viennent de Barcelone et de son aire métropolitaine. Dans une ville aussi touristique, c'est exceptionnel ! Nous traitons de thèmes universels mais en cherchant toujours à les orienter vers les problématiques locales.

Quelques exemples marquant de vos activités récentes en lien avec la Cité ?

Je citerais l'ouverture de la Biennale de la pensée en 2018, pour promouvoir la réflexion collective dans la ville. Nous avons décidé de sortir de nos murs et d'investir la place devant le bâtiment, où l'on a réuni près de 2500 personnes, ce qui est énorme ! Une partie du programme portait sur la question du genre, avec des personnalités comme Judith Butler ou Paul B. Preciado. Nous avons aussi récemment organisé une grande exposition sur le changement climatique, intitulée «Après la fin du monde». Je pense que l'on est pas conscient de la catastrophe qui arrive et que les villes ne sont pas prêtes.

Nos activités en lien avec la parole et la pensée rencontrent un beau succès. Je pense qu'il y a un retour au besoin de présence, au besoin de réfléchir ensemble, après des années où les écrans semblaient tout emporter. Les différentes crises que traversent la Catalogne, l'Espagne ou l'Europe suscitent aussi beaucoup de questionnements dans la société.



Qu'en est-il du Prix européen de l'espace public ?

C'est un prix d'architecture qui récompense tous les deux ans les meilleures interventions sur l'espace public. Nous l'organisons avec six grands musées d'architecture européens. L'espace public est à comprendre au sens large, comme un espace partagé dont la vocation est d'améliorer la vie des citoyens. Nous recevons plus de 300 projets candidats, ce qui nous offre une bonne vision des problématiques communes dans les villes européennes.

Les villes produisent beaucoup d'inégalités. Comment réunir toutes les populations autour d'un projet commun ?

C'est le défi de toute institution culturelle. Nous sommes un centre public, financé par la mairie et la province de Barcelone, donc avec une vocation publique accrue. Pour qui travaillons-nous ? On se pose tous les jours cette question, en essayant d'intégrer le public le plus large possible. Nous devons faire en sorte que notre travail ne reste pas dans

l'élitisme culturel de classe moyenne, élevée et éduquée, même si c'est notre public naturel. Il n'y a pas de recette, mais nous cultivons une attitude d'écoute et d'échange. Un centre culturel doit être conscient qu'il fait partie d'un écosystème plus large. Nous restons ouvert·e·s aux propositions extérieures, c'est une conversation permanente. Nous proposons également des programmes éducatifs avec chacun de nos projets.

Quel sont vos liens avec votre quartier, le Raval ?

C'est un quartier complexe, avec un taux de population immigrée de plus de 60%, un parc immobilier très précaire et des problèmes historiques d'exclusion sociale. En arrivant à la direction du CCCB, une des premières choses que j'ai faites a été de rencontrer les directeur·rice·s des écoles et lycées du quartier, pour mieux connaître leur réalité. À mon avis, c'est un lieu précurseur du monde qui vient, avec une pluralité de populations qui vivent ensemble. Par réaction il y a des initiatives éducatives et scolaires très intéressantes.



Nous essayons de créer des programmes ensemble, et pas seulement de faire venir ses habitant·e·s au CCCB. Il y a un réseau de société civile très fort au Raval, avec un amour civique pour ce quartier et ce qu'il représente dans l'histoire et l'imaginaire de la ville.

Quels sont les défis du CCCB, vingt-cinq ans après sa création ?

Nous devons repenser notre rôle dans la ville et dans le monde. Le contexte a complètement changé. Le CCCB est né à l'ère pré-Internet et aujourd'hui, pas un seul musée ou centre culturel n'échappe aux questions technologiques. Nous ne sommes plus des temples de la connaissance. Néanmoins, dans un monde digital, les espaces physiques sont de plus en plus importants pour permettre la rencontre. On peut faire un parallèle entre un centre culturel et l'espace public urbain. Ces lieux permettent à différentes populations de se croiser, pas forcément de se mélanger, mais au moins de se voir. Cela permet de prendre conscience qu'on appartient à une même communauté, dans un monde qui tend vers la ségrégation.

Quand le CCCB est né, en 1994, l'optimisme régnait en Europe. Le mur de Berlin venait de tomber, c'était le début de la globalisation, le début d'Internet. Vingt-cinq ans plus tard, le monde est plus hostile que prévu... On voit des dérives autoritaires un peu partout et l'Espagne sort d'une grave crise économique. Une nouvelle génération est née avec cette réalité. Le CCCB tente de repenser son rôle en fonction de tout cela.

Si un tel centre culturel était créé à Genève, quelles seraient ses spécificités ?

Il faut toujours tenter de saisir les particularités d'une ville, ce qui la démarque des autres. Qu'est-ce qui fait que Genève est Genève ? Je dirais sa communauté internationale très importante, mais aussi son rapport à la nature. Pourquoi pas créer un centre culturel à la pointe de cette question du rapport à la nature ? Il y a aussi la question du multilinguisme, et de la « ville frontière ». Ce sont des traits d'identité structurels, traditionnels, historiques, mais qui ne sont pas essentialistes. On peut projeter ces spécificités locales au monde. ■

L'usine Parker, une friche en mutation

L'ancienne usine Parker, où s'est tenu à Carouge le festival EXPLORE, fait partie de l'histoire industrielle genevoise. Elle fait aussi figure d'exemple, aujourd'hui, de réaffectation temporaire de friches industrielles. Le bâtiment a été construit en 1912 pour abriter les ateliers de Magnetos Lucifer, fabriquant des dynamos pour vélos. L'entreprise est ensuite passée entre plusieurs mains avant d'être acquise, en 1997, par le géant américain Parker Hannifin.

Après plusieurs restructurations, Parker a définitivement stoppé ses activités à Carouge en 2017. Rachetés par une société immobilière privée, les bâtiments sont actuellement loués temporairement à plusieurs organisations. Un des principaux acteurs du lieu est la coopérative Ressources Urbaines, qui dispose d'environ 1100 m² à

l'arrière de l'usine. Son espace se partage entre plusieurs ateliers d'artistes et d'artisans, un atelier bois pour jeunes femmes en réinsertion, une friperie ou encore le magasin de disques Bongo Joe.

On retrouve également dans cette zone le lieu de réunion du Forum Grosselin, une association qui a pour but d'accompagner la mutation urbaine du secteur Grosselin par la participation citoyenne. En plein cœur du périmètre Praille Acacias Vernets (PAV), l'usine Parker est en effet vouée à être démolie, à terme, pour laisser place à des logements. Depuis 2017, le Forum Grosselin suscite et anime les discussions sur le futur quartier, avec le soutien de l'État de Genève et de la Ville de Carouge. ■

→ ressources-urbaines.ch
→ forumgrosselin.org



Pour un urbanisme démocratique

Architecte et scénographe, Patrick Bouchain fait figure d'ovni dans la profession. Touche-à-tout volontiers frondeur, il milite notamment pour la reconversion des friches industrielles et pour replacer l'habitant·e au cœur des processus d'urbanisme. Cet activisme transdisciplinaire lui a valu d'être lauréat du prestigieux Grand prix d'urbanisme 2019. Interview.

Pouvez-vous expliquer le concept de permanence architecturale ?

Pour parler au nom des habitant·e-s, il faut être soit même un·e habitant·e. Il faut s'inscrire dans le temps long, habiter le lieu du projet, jour et nuit. La permanence architecturale, c'est une présence tout au long des quatre phases de l'architecture : la commande, la conception, la construction et l'usage. Elle n'est pas forcément tenue par un seul acteur ou une seule actrice. On peut imaginer qu'une personne des services techniques habite sur place, de même qu'un ou une ouvrier·e et un·e futur·e usager·ère·s. L'architecte habite aussi momentanément le lieu. J'ai fait du théâtre et cette idée m'est venue de celle de permanence artistique. C'est un temps totalement consacré à la création. Pourquoi l'architecture ne ferait-elle pas pareil ?

Quelle place occupent les habitant·e-s dans la conception de la ville ?

Celle d'habiter ! Aujourd'hui le débat est faussé par la notion de participation. On demande leur avis aux gens, et on pense que cela orientera la ville ? C'est faux ! Il faut faire la ville en habitant. Alors les habitant·e-s prennent leur place et inventent un autre mode d'habiter. La société change très rapidement. Avec le chômage, par exemple,

il existe une inactivité qu'il faut prendre en compte. La place des femmes, aussi, est déterminante et a été longtemps exclue. Il faut complètement changer les points de vue de l'architecture et de l'habitat.

Les architectes doivent-ils davantage sortir de leur bureau ?

Oui, d'ailleurs il y a toujours sur un chantier ce qu'on appelle une « base vie » ou une « cité de chantier ». En général, il existe des bureaux pour les travailleurs et travailleuses, d'autres pour les maîtres d'ouvrage, etc. Moi je fais un lieu commun, où se mélange tout le monde. C'est là que devraient être les architectes et non pas en train mener dix affaires à la fois. Si on ose une comparaison avec le cinéma, aucun réalisateur ne fait deux films en même temps. Stanley Kubrick n'a fait que 13 films dans sa carrière ! Or certains architectes veulent traiter 10 projets à la fois. J'appelle ça de l'accumulation d'idées, pas de l'architecture.

Vous prônez le retour à un urbanisme démocratique. Qu'entendez-vous par-là ?

Quand on fait des fouilles archéologiques, on retrouve en général un squelette, quelques ustensiles et objets de culte, et puis les fondations d'une maison. Tout le reste a disparu. La ville, l'aménagement, est donc l'expression

même d'une société et de son organisation. C'est pourquoi on a vécu des urbanismes autoritaires, aristocratiques, religieux, militaires, etc. Notre urbanisme devrait donc refléter l'organisation d'une société démocratique. En démocratie, chaque citoyen a le droit d'exprimer son point de vue et il choisit, pour cela, un-e représentant-e, qui peut décider de lui rendre du pouvoir, et dire: «Ton idée est d'intérêt général et je te confie sa réalisation pour le compte du collectif, puisque tu en as la volonté.» Un urbanisme démocratique devrait fonctionner comme cela.

Y a-t-il une rupture entre celles et ceux qui construisent la ville et celles et ceux qui l'habitent ?

Nous sommes confronté-e-s à un problème de masse. On ne peut plus revenir à des sociétés de petite taille, où tout le monde s'occupait de tout. Il a fallu se spécialiser, attribuer des fonctions et, pour certains, assumer l'autorité. Pour retrouver un habitat plus humain, je pense qu'il faut revenir à des petites unités urbaines, elles-mêmes intégrées à un grand ensemble. Par le passé, au sein du quartier, il existait une autonomie, une capacité de transformation. Aujourd'hui, pour des raisons de commodité et de réglementations, on estime que le pouvoir de décision doit uniquement relever de la grande entité. On se trompe!

Il suffit de voir l'état des villes récentes pour s'apercevoir que ni la réglementation, ni les compétences spécialisées n'ont produit une ville harmonieuse. On ne peut pas dire que l'urbanisme, discipline qui n'existait pas il y a 150 ans, a généré de l'harmonie!

Les coopératives sont-elles l'expression d'un retour à ces petites unités urbaines ?

Oui. On en revient à cette demande: «Je veux m'occuper de tout, je veux assumer ce que j'ai conçu.» À l'inverse, le modèle traditionnel consiste à mandater quelqu'un d'extérieur qui n'aura ni la responsabilité ni la gestion de son idée. La coopération a toujours permis aux humains d'avancer. La coopérative d'habitation est donc probablement la

solution. Toutefois, elle reste aujourd'hui réservée à des privilégié-e-s. Il faudrait parvenir à y intégrer les exclu-e-s de l'expérimentation urbaine, notamment via logement social. Les coopératives devraient pouvoir obtenir des crédits pour construire des logements aidés. C'est un acte démocratique.

Comment imaginez-vous la ville de demain ?

La ville existe et elle évolue. Je ne crois pas à la science-fiction, on ne peut pas dire qu'on «invente» une ville de demain. Il est nécessaire d'expérimenter. La ville de demain peut s'incarner, par exemple, à l'endroit où nous nous trouvons, dans cette usine (l'interview a lieu dans un vaste espace inoccupé de l'usine Parker, à Carouge, ndlr). Pourquoi la détruire et reconstruire de toute pièce un quartier de logements? On devrait «habiter» cet endroit, y travailler, y enseigner, peut-être y dormir. Transformons-le pour ses défauts, et gardons-le pour ses qualités.

Vous êtes l'un des pionniers de la reconversion des friches industrielles. En quoi est-ce important de réemployer ces lieux ?

J'ai toujours été contre la table rase. On peut tout transformer au final, mais il est toujours préférable de partir de quelque chose. Dans les années 1970, les artistes réclamaient des espaces non-institutionnels, en vain, donc ils ont occupé des usines désaffectées, souvent en mauvais état. Comme architecte, je les ai aidé-e-s à investir ces lieux «inappropriés». J'ai compris que l'effort intellectuel de reconversion d'un usage ancien rendait le lieu plus «appropriable». J'ai également compris que leurs parents avaient appartenu à une génération où l'industrie était très présente. Il me semblait inacceptable de perdre cette mémoire, d'oublier en détruisant tout quelles étaient les conditions d'aliénation de l'industrie. Bien plus tard, j'ai aussi intégré à cette réflexion la dimension écologique. Je pense qu'il est nettement préférable de travailler avec la matière existante et de la réemployer que de dépenser une énergie folle pour recycler des matériaux et repartir de zéro. ■

Un café citoyen improvisé

Rien ne s'est passé comme prévu. Dès les premières minutes, le public venu assister le samedi 21 septembre à la rencontre avec Patrick Bouchain et Itziar González Virós, sur le thème «Pour un urbanisme démocratique», était embarqué dans une expérience plutôt inattendue. «Nous allons refuser de monter sur cette scène à l'allure d'un plateau de télévision et allons tenter de construire, ensemble, un espace propice à notre discussion», annonçait d'emblée l'architecte français, fidèle à sa réputation d'agitateur public.

Invoquant le «désaccord nécessaire à la démocratie», il invitait

donc les participant-e-s à prendre leur chaise et à former un cercle le plus restreint possible à proximité du bar. Sans micro, tout le monde réuni autour d'Itziar González Virós et Patrick Bouchain, la soirée pouvait alors commencer. Difficile d'imaginer meilleure scénographie pour parler, précisément, de participation citoyenne et de concertation! Au-delà des récits d'expériences des deux architectes et urbanistes, le débat a offert un large espace à l'intervention de toutes et tous, se succédant dans le cercle central pour prendre la parole. Une expérience collaborative mémorable.



Faire participer les habitant·e·s

Des acteur·rice·s de la concertation à Genève rencontrent Patrick Bouchain

La venue de Patrick Bouchain¹ a été l'occasion, pour un panel d'acteur·rice·s de démarches participatives à Genève, de mettre en commun réflexions, outils et méthodes. Porté par une volonté de progresser collectivement afin de mieux faire la ville avec les habitant·e·s et les usager·ère·s, ce groupe a élaboré analyses et questions qui ont ensuite alimenté le dialogue avec Patrick Bouchain.

Sous l'impulsion du service concertation de l'Office d'urbanisme, en lien avec le Département de la Cohésion sociale et la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle (FASe), cette initiative collective inédite a réuni une diversité d'acteur·rice·s² (représentant·e·s de l'État, des communes, des associations...) qui a ainsi pu baser sa réflexion sur une grande variété d'expériences.

Les échanges entre les participant·e·s ont fait apparaître des problématiques transversales à de nombreux projets: le temps long, la complexité du système d'acteurs, la difficile mobilisation des habitant·e·s, la fragilité du rôle qui leur est accordé... Ces questions entrant particulièrement en résonance avec le projet urbain du quartier Grosselin (Carouge), celui-ci a été retenu comme cas d'école³ pour nourrir les échanges avec Patrick Bouchain.

Le groupe de travail a choisi de lui adresser cinq questions, élaborées collectivement: «En quoi la participation des habitant·e·s et des usager·ère·s est-elle une plus-value?», «Comment associer les habitant·e·s à la définition du sens, de la vision à construire pour la ville ou le quartier concerné?», «Comment assurer aux

habitant·e·s et aux acteur·rice·s locaux·ales un rôle actif dans le système d'acteur·rice·s porteur·euse·s du projet?», «Comment mobiliser les habitant·e·s, dans la durée, pour des projets aux échéances lointaines?», «Comment assurer que la diversité des habitant·e·s participe?».

Si elles prennent pour point d'ancrage le projet Grosselin, elles ont bien sûr une portée plus commune, et ont permis à P.B. d'apporter sa vision de la concertation: la participation doit contribuer concrètement à la construction de la ville, dans l'expérimentation réelle plutôt que dans le fait de donner des avis. Il convient de «laisser la démocratie bavarder pour évoluer vers la démocratie active, celle qui construit», et de «faire la ville en habitant».

Pour P.B., seuls les habitants sont capables de «redonner valeur et visibilité» à ce qui échappe aux logiques politiques ou économiques. Pour faire en sorte que cette expertise des habitant·e·s prenne l'élan d'un passage à l'acte, il préconise le temps long, une planification ouverte et la création de collectifs qui regroupent l'ensemble des fonctions qui font la ville. P.B. promeut et expérimente la cogestion soutenue notamment par des sociétés coopératives de production⁴.

Devant la difficulté souvent rencontrée de sortir d'une logique d'accumulations de contraintes, en particulier lorsque les concertations sont lancées après la définition des programmes et de leur but, le groupe insiste sur l'importance du processus d'écoute et de dialogue en amont. Pour P.B., il faut que l'action produise de la pensée ou que la pensée soit toujours liée à l'action. Une programmation ouverte doit se construire à travers des usages expérimentés, testés, et dont on peut évaluer la qualité (ex: l'Hôtel Pasteur à Rennes). «Il faut réintroduire la vie,

la confiance, et il faut avoir un sujet général, très humain, qui soit un sujet invariant, pour rencontrer l'inattendu.»

Le groupe relève le caractère très homogène des publics de participant·e·s et pointe les fréquent·e·s «absent·e·s» laissé·e·s «sans voix», notamment les jeunes, les étranger·ère·s ou les personnes issues de l'immigration, les personnes en situation de pauvreté ou de précarité. Pour P.B., la permanence doit créer les conditions pour accueillir toutes les paroles, tous les sujets, n'importe quand, et non par à-coup: «La règle est donc que quelqu'un habite le lieu 24h sur 24.»

Face à la lourdeur et la complexité du système d'acteur·rice·s ou à la difficulté à garantir la concertation lorsque les projets sont portés par des acteur·rice·s privé·e·s, l'enjeu est de maintenir un rôle actif des habitant·e·s et des acteur·rice·s locaux·ales tout au long du processus, sans rupture. Il faut «toujours tout relier» et «élargir la participation à toutes les échelles», «inventer de petites commandes, puis les amplifier». Des partenariats inédits entre différent·e·s acteur·rice·s, eux-mêmes porteur·euse·s de plusieurs identités, peuvent aider beaucoup.

Le soin apporté au lien social, l'installation d'aménagements voire d'habitat semi-durable ou de modules évolutifs sont des pistes qui ont été discutées. À Grosselin, P.B. propose de travailler sur la réversibilité: «La ville s'est faite avant nous. Face à l'inconnu, il faudrait une ville ouverte». Il est également partisan de la délégation de confiance à une personne portant un acte collectif, et qui sera garante du résultat final: «toute œuvre pour être jugée doit être terminée».

La préparation de l'atelier a permis de créer une dynamique inédite entre des projets différents et leurs acteur·rice·s, et a fait émerger une matière très riche sur les questions liées à la participation des habitant·e·s. Pour profiter de cette dynamique collective, les participant·e·s ont évoqué une suite à donner à cette rencontre. Le projet de Pôle ressources concertation, qui s'appuie d'ores et déjà sur le 3DD espace de concertation et



visé à mutualiser savoirs et expériences sur la concertation, pourrait à la fois donner un cadre pour poursuivre ce travail et s'enrichir des propositions élaborées par ce groupe. Parmi les propositions émises: élaborer des recommandations concrètes à transmettre aux acteur·rice·s public·que·s, créer une association pour promouvoir et défendre l'importance de la concertation dans la fabrique de la ville, engager et mettre en œuvre des expérimentations et des projets pilotes. ■

¹ Voir l'entretien «Pour un urbanisme démocratique» avec Patrick Bouchain pp.14-17

² Nathalie LAURIAC, Cheffe de projet concertation, Office d'urbanisme, Danièle WARYNSKI, chargée d'enseignement HETS, Didier ARNOUX, Pré-en-Bulle, Francesca CAUVIN, coordinatrice, chargée de projet, Direction de la cohésion sociale et de la solidarité, Ville de Genève, Lionel CHABOT, chef de projet, direction du développement urbain, Office d'urbanisme, Olivier KRUMM, architecte, coopérative Équilibre, Pierre ROBYR, chef de projet, direction du développement urbain, Office d'urbanisme, Martine PERRIAU, en charge du contrat de ville et de la démocratie participative, Ville d'Annemasse, Lise PIQUEREY, chargée de projet Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain, Ville d'Annemasse, Mathias SOLENTHALER, Ressources urbaines, Alexandre MEGROZ, délégué au contrat de quartier, Ville de Vernier, Stéphanie BARON LEVRAT, co-responsable du service social et emploi de la ville de Meyrin, ville de Meyrin, Christine MEYERHANS, Développement Social-Emploi, Ville de Meyrin, Laure DANIELIAN, en charge de la politique de la ville, Annemasse Agglo, Marion CAMUS, responsable de l'espace de vie sociale dans le quartier du Perrier, Annemasse, Jonathan LUPIANEZ, coordination forum 1203, Diego RIGAMONTI, géographe urbaniste, Aidec.

³ Présenté par Emmanuel CHAZE (responsable de la planification, Attaché de direction, Direction Praille-Acacias-Vernets) et Anita FREI (présidente de l'association Forum Grosselin)

⁴ Notamment des sociétés coopératives d'intérêt collectif (les SCIC).

Michel Lussault

Michel Lussault (France) est géographe et professeur d'études urbaines à l'École normale supérieure de Lyon. Il dirige depuis 2017 l'École urbaine de Lyon, un projet interdisciplinaire expérimental consacré à l'urbain anthropocène.

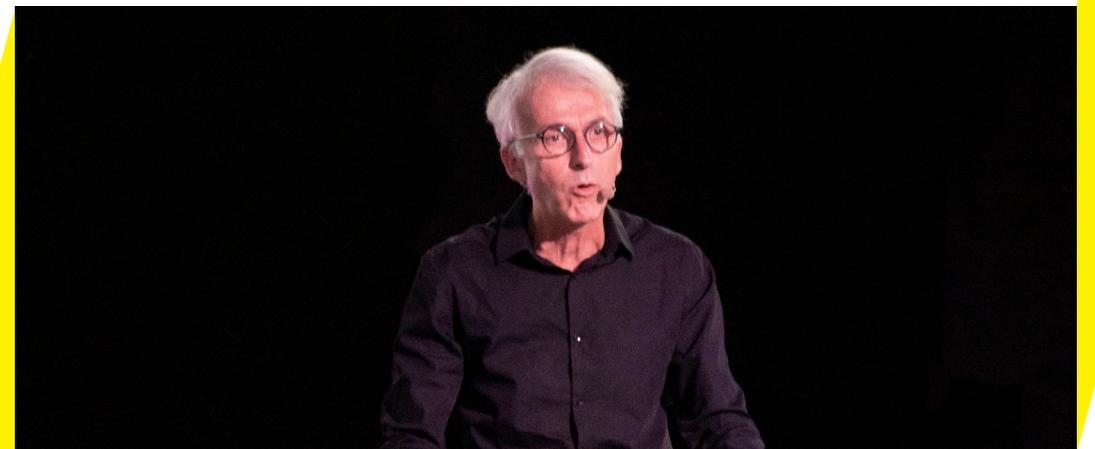
« Partout dans le monde, on constate une aspiration croissante des citoyennes et citoyens à s'impliquer pour l'amélioration de leur cadre de vie, et ce alors que nous sommes confronté·e·s à des problèmes d'une ampleur sans précédent comme le changement climatique. C'est un mouvement mondial. Comment l'expliquer ? On a le sentiment que les ingénieries urbaines classiques, soit les savoirs de l'architecture, de l'urbanisme ou de l'aménagement, sont impuissantes à apporter des solutions concrètes. Cette remise en question des pratiques et des outils traditionnels, qui ont produit la ville depuis des décennies, doit nous interroger. Il faut sans doute réviser entièrement les concepts et les méthodes de ces professions.

Depuis cinquante ans, le monde s'est massivement urbanisé et cela continue. Or beaucoup d'habitant·e·s ont l'impression que leurs conditions de vie ne se sont pas améliorées. Les bénéfices de la croissance

urbaine ont été privatisés, alors que les coûts ont été publicisés. Nous ne vivons pas vraiment mieux qu'il y a quelques décennies en matière d'accès aux transports, à la culture, aux espaces publics, à la nature, etc. Il faut le prendre en compte, ce ne sont pas des élucubrations d'habitant·e·s par définition mécontents.

À cela s'ajoute une crise de confiance dans le système politique traditionnel, dans la représentation. La « démocratie participative » est une tentative pour y remédier, mais qu'en est-il ? On réunit les habitant·e·s et on leur demande : êtes-vous content·e·s du projet que nous avons pensé pour vous ? Avons-nous bien tenu compte de vos aspirations ? C'est de la participation cosmétique ! L'intérêt général ne se décrète pas d'en haut, il se co-construit à partir de l'enquête collective qui va permettre d'identifier les questions à régler.

La crise environnementale accentue également ce mouvement mondial. Cette crise est également sociale, politique, et culturelle, c'est une crise globale du système urbain. J'en veux pour preuve les mouvements de jeunesse autour du climat. Nous vivons un moment culturel, qui va nourrir les aspirations à la participation dans les prochaines années. »



Société, espace public et design

Comment et par qui nos villes sont-elles dessinées ? Quel rôle les citoyennes et les citoyens ont-ils dans la façon dont sont aménagés les territoires ? Quel impact l'aménagement urbain a-t-il dans la vie quotidienne de nos cités ?
Regards croisés de trois expert·e·s.

Iva Čukić

Iva Čukić (Serbie) est urbaniste et cofondatrice du Ministère de l'Espace (Ministry of Space), un collectif d'artistes, architectes ou étudiant·e·s réuni·e·s derrière le « droit à la ville ». Elle défend une démarche alliant recherche académique et militantisme.

« Notre travail tourne autour des concepts de “droit à la ville” et des “communs”. Notre approche allie théorie et pratique, car nous pratiquons ce droit. Il s'agit de nous réapproprier la ville et de créer des espaces, des fonctions et des services qui nous sont directement utiles. Avec le concept des communs, nous défendons une gestion des ressources par la communauté d'usagers et usagères, selon ses propres règles. Il s'agit aussi d'encourager la mobilisation politique et de combattre la marchandisation des biens publics. Les citoyen·ne·s doivent réaliser qu'ils et elles ont un pouvoir.

En 2010, nous avons lancé un collectif pour défendre le “droit à la ville”. Nous étions seulement cinq personnes, mais avec plusieurs petits groupes aux noms différents pour créer l'illusion du nombre. Les autorités, le public et les médias ont fini par le comprendre, mais cela a permis de mobiliser des gens derrière nos actions. On s'est nommé Ministère de l'Espace en 2012. En serbe, ce nom – *Ministarstvo prostora* – paraît très

plausible. Cela nous a permis d'obtenir beaucoup d'adresses et de numéros parmi les officiel·le·s de la ville, et de pouvoir ainsi les bombarder de demandes ! Nous avons utilisé ce nom jusqu'à 2018 environ.

Parmi nos actions, nous avons réhabilité une ancienne rue passante totalement négligée, utilisée comme toilettes publiques et comme parking. Nous avons négocié durant deux ans avec les autorités pour transformer cet espace en une « galerie de rue ». C'était avant tout une manière d'occuper l'espace public pour y parler de sujets de société importants. Cet espace existe depuis dix ans et a déjà accueilli plus de 300 événements.

Le squat est aussi un de nos moyens d'action. Nous avons occupé une ancienne fabrique de film. Ce lieu a duré cinq ans avant d'être évacué, mais il a offert l'opportunité d'obtenir différents autres espaces. Je veux encore évoquer le centre socio-culturel *Magacin*, dont je suis très fière. Longtemps promis à la scène culturelle indépendante, il a fallu d'abord y entrer illégalement avant qu'il soit pérennisé. Nous avons initié ici un modèle de “calendrier ouvert”, où tout le monde peut s'inscrire pour utiliser gratuitement un local. Il n'y a pas de responsable. C'est un espace public entièrement autogéré par sa communauté d'usagers et d'usagères. »



Alain Pescador

Alain Pescador (Mexique) est le directeur général de What Design Can Do (WDCD) Mexico City. Basée à Amsterdam avant d'avoir essaimé autour du globe, WDCD est une plateforme internationale défendant le design comme vecteur de transformation sociale. Auparavant, Alain Pescador avait piloté « 6 degrees », au Canada, événement pluridisciplinaire œuvrant en faveur d'une société plus inclusive.

« Commençons par une histoire. Aux XVII^e et XVIII^e siècles en Angleterre, il y a eu un boom de la consommation de café, accompagné d'un boom des espaces pour le consommer, les “cafés”. Dans ces lieux, les citoyen·ne·s allaient partager les nouvelles du jour, mais aussi parler philosophie, science ou politique. À tel point que ces cafés sont considérés par de nombreux spécialistes comme un élément important de l'histoire culturelle des Lumières. Ils ont agi comme une opportunité pour les citoyen·ne·s de s'emparer des sujets importants et de développer le débat démocratique. Malheureusement, ces cafés ont décliné et disparu sous cette forme. Si je raconte cette histoire, c'est que le débat démocratique a aussi décliné dans nos sociétés. Et quand nous parlons d'urbanisme, je pense que nous aurions besoin d'une citoyenneté éclairée capable d'avoir des discussions démocratiques et réfléchies.

Les festivals comme EXPLORE ramènent à cette vieille tradition du débat démocratique. J'ai l'impression que notre époque, en particulier avec les réseaux sociaux, ne favorise pas un dialogue serein. Nous sommes plus divisé·e·s alors que nous avons au contraire besoin de débattre davantage, d'échanger des idées et des solutions

What Design Can Do (WDCD) est une plateforme dédiée au débat public. Son travail consiste à positionner le design et la créativité comme des vecteurs du changement social et environnemental. Oui, le design peut faire beaucoup. Cette discipline va bien au-delà de l'esthétique, de la création de jolis objets. Le design est une attitude. Il n'influence pas seulement notre manière de construire la ville, mais aussi la façon dont nous menons notre vie quotidienne. C'est ce que nous essayons de démontrer avec WDCD. C'est particulièrement touchant de voir des étudiant·e·s chercher de nouvelles idées et utiliser leur créativité pour améliorer la société, et non pas pour créer de nouveaux produits.

Pour prendre un exemple, nous avons lancé en 2016 le Refugee Challenge, alors que la crise migratoire était au plus fort. Nous avons demandé à des designers et designeuses du monde entier d'imaginer des objets ou des services pour aider ces populations. Aujourd'hui, les lauréat·e·s poursuivent le développement de leurs projets et de nouvelles idées. » ■

Faire ville ensemble

Un contre-récit citoyen du Grand Genève

Sous l'égide de la Barcelonaise Itziar González Virós, une quinzaine de personnes se sont attelées à déconstruire l'image de la région transfrontalière telle que promue par les collectivités publiques, afin de proposer une vision complémentaire.

Comment le « Grand Genève » est-il perçu par ses habitant·e·s ? La région transfrontalière est-elle davantage qu'un projet administratif ? Quel est le rôle de la périphérie ?

L'image diffusée par les collectivités publiques, à travers le matériel de communication officiel, correspond-elle à la réalité vécue par les citoyen·ne·s du bassin franco-valdo-genevois ?

Ces questions ont occupé durant une journée la quinzaine de participant·e·s à l'atelier « Penser le Grand Genève depuis la périphérie », animé par l'architecte et urbaniste barcelonaise Itziar González Virós. Spécialiste des démarches participatives, elle est connue pour avoir remporté, avec une équipe pluridisciplinaire, le concours international pour le réaménagement de la Rambla de Barcelone (lire p. 29). L'atelier était organisé par l'Office de l'urbanisme du département du territoire

cantonal en partenariat avec le Département cantonal de la cohésion sociale et le Pôle métropolitain du Genevois français.

La méthode d'Itziar González Virós consiste à dépasser la « concertation » et la « participation » pour créer une « coopération » entre les différents acteurs et actrices du territoire. « Toutes les parties concernées – administration, architectes, habitant·e·s, associations, entreprises – doivent être reconnues de manière égale dans les processus d'urbanisme, expose-t-elle. Sans cette coopération citoyenne, les planificateur·rice·s se trompent ! »

S'affirmer comme « coopérateur·rice »

Comment engager une telle dynamique pour le Grand Genève ? Dans le cadre de cet atelier, l'architecte a proposé un exercice de déconstruction du « récit » officiel. Trois groupes se sont formés, chacun affecté à l'analyse d'un support spécifique de communication et d'information sur la région transfrontalière : un prospectus de présentation, une carte officielle et un clip de promotion, tous issus du matériel diffusé par les autorités.

Pour dépasser la simple analyse critique, une seconde étape consistait à élaborer un « contre-récit », porté collectivement



par les participant·e·s de l'atelier, issu·e·s de différents lieux de la région et aux profils variés. Une vision citoyenne du Grand Genève, en quelque sorte, qui servira à affirmer le rôle de coopérateurs et coopératrices de la société civile auprès des collectivités.

L'intuition de départ d'Itziar González Virós est la suivante : conçus par des services administratifs, ces supports de communication reflètent une image partielle, voire biaisée, de ce qu'est le Grand Genève pour ses usagers et usagères. À l'issue d'une matinée de travail, l'analyse critique menée par les trois groupes de participant·e·s l'a rapidement confirmé.

« Peu accessible aux non-initié·e·s »

Le prospectus « Grand Genève, mode d'emploi » est le premier support à passer sous la loupe. « Peu accessible aux non-initié·e·s, le document est largement axé sur la mobilité », résume le représentant du groupe

chargé de l'analyser. « Par ailleurs, le récit est totalement centré sur Genève, au détriment des autres pôles régionaux. » Et de s'interroger : quid de l'ancrage territorial, de l'environnement et de la nature, de la cohésion sociale ou de la participation citoyenne ? Rien de tout cela ! « On a l'impression que cette plaquette vise à rendre compte aux financeurs du Grand Genève, pas à ses usager·e·s », remarque-t-il.

La cartographie n'est pas en reste, et la revisiter s'avère être un exercice révélateur. « La carte est une représentation, elle n'est pas le territoire », rappelle Itziar González Virós, qui avait invité les participant·e·s à esquisser une « carte des désirs ». Ainsi ont-ils laissé une place de choix aux loisirs et activités culturelles, tout en traçant des circuits de « micro-mobilité » partout sur le territoire du Grand Genève. « La cartographie officielle met l'accent sur le travail et l'économie, alors que bien d'autres activités remplissent nos vies », pointe le délégué du groupe. L'architecte barcelonaise appuie son propos : « Si l'on pense notre territoire uniquement par les

infrastructures, on perd une grande partie de sa richesse. »

Pour comprendre ce biais, il faut toutefois remonter aux origines du Grand Genève. Né d'une dynamique de coopération transfrontalière, le projet d'agglomération franco-valdo-genevois a longtemps reposé en grande partie sur des programmes d'infrastructures en lien avec la mobilité pendulaire, d'où cette prédominance des transports.

Scénario alternatif

Restait le gros morceau, qui a occupé un large de partie de l'après-midi : la déconstruction critique d'un clip vidéo promotionnel, visible sur le site officiel du Grand Genève (<https://vimeo.com/66826814>), puis l'ébauche d'un scénario alternatif à soumettre aux autorités. L'idée n'est pas de se substituer aux collectivités publique mais bien de contribuer à construire une vision collective du territoire.

Avec une musique enlevée et une succession d'images en accéléré et de mots-clés défilant à toute vitesse, le film montre des flux incessants de piéton·ne·s, de voitures, de transports publics. « C'est la vision d'une mégapole », notent les participant·e·s, qui ne semble avoir aucune identité au-delà du triptyque travail-habitat-transport. Un premier remède leur saute aux yeux : « Il faudrait y injecter de l'humain, notamment par le biais d'interviews, mais aussi montrer les espaces naturels, agricoles, des lieux culturels, le patrimoine. »

Place au contre-récit : l'exercice est complexe mais vaut la peine d'être mené. Chaque image, chaque chiffre, chaque terme fait l'objet d'une discussion. Pas à pas, le fil rouge d'un film plus en phase avec la réalité vécue est reconstruit. Dans l'assemblée, un vidéaste est mandaté pour poursuivre ce travail et mettre en images ce scénario revisité. Il est décidé que le produit sera remis au Forum d'agglomération, instance de concertation de la société civile transfrontalière, qui le portera devant les structures dirigeantes. ■

« La ville est une pratique politique »

Architecte et urbaniste, Itziar González Virós se consacre aux processus de médiation entre citoyen·ne·s et administrations par la coopération citoyenne dans l'aménagement urbain. Elle a remporté le concours international pour le réaménagement de la Rambla de Barcelone.

Avec quel projet avez-vous gagné le concours pour le réaménagement de la Rambla ?

Ce n'est pas moi qui ai gagné mais une équipe transdisciplinaire ! Nous avons commencé par penser la Rambla avec une diversité de visions. Pas uniquement celle d'un architecte ou d'un urbaniste, mais aussi d'un sociologue, d'un politologue, d'un biologiste ou d'un avocat. Nous avons créé une équipe – nommée KmZERO – avec des gens enracinés autour de la Rambla. Nous les avons aidés à créer un processus coopératif, mettant au même niveau l'administration, les citoyen·ne·s et les acteurs et actrices économiques. Il ne s'agit pas que de concertation, mais bien de penser ensemble à un processus de changement progressif, de manière organique. Transformer un espace public, c'est d'abord construire la communauté qui va le changer.

Comment sera la Rambla de demain ?

Elle sera plus universelle, moins touristique. Elle sera plus empreinte des valeurs de démocratie, ouverte à toutes et à tous, au-delà des origines. Nous voulons dépasser l'icône touristique qu'elle est aujourd'hui. C'est un espace de démocratie, de culture, ainsi qu'une expérience de la stratégie coopérative de transformation des villes.

Penser la ville est-il un sujet politique ?

La ville est une pratique politique, une opportunité d'expérimenter le collectif. Habiter la ville, c'est déjà la transformer, c'est s'engager, c'est apprendre à être à l'écoute. La ville est un espace d'empathie. Nous devons arrêter de parler de la ville uniquement en terme de m² et de prix au m², mais la voir comme un espace de croissance humaine, de sens.

Imaginer la mobilité de demain

Inscrit dans la concertation sur l'extension du tram des Nations, le workshop « Local, régional, global : la mobilité dans la ville-monde » a permis d'explorer le futur des transports à Genève.

« En Ville de Genève, 40,9% des ménages ne possèdent pas de voiture »; « l'aéroport de Genève a compté 17,7 millions de passagère-s en 2018 »; « Les Genevois et Genevoises parcourent en moyenne 42 km le dimanche, 36 km le samedi et 26 km les jours de semaine ». Voici quelques-unes des informations qui trônent sur le « mur des ressources », au milieu d'une multitude de graphiques, de cartes et d'images sur le thème de la mobilité à Genève.

C'est bien le sujet du jour, on ne s'y trompe pas! Bienvenue à l'atelier « Local, régional, global : la mobilité dans la ville-monde », organisé par Urbz et Mobil'homme, dans le cadre d'une démarche participative de l'État de Genève pour le projet d'extension du tram 15 entre la place des Nations et le Petit-Saconnex, aussi appelé « tram des Nations ». Cet atelier est l'une des nombreuses étapes du processus de concertation entamé en 2019.

Il y a une vingtaine de participant-e-s, dont des architectes, des étudiant-e-s en urbanisme ou en géographie et beaucoup de simples citoyen-ne-s intéressé-e-s par les questions de mobilité. L'objectif est double: partager des connaissances, y compris des expériences d'usages, et faire émerger des idées nouvelles pour le futur de la mobilité à Genève.

« Tout le monde a des connaissances »

« Nous vous demandons d'être de vrai-e-s participant-e-s, pas seulement d'observer », poursuit l'animateur du jour. « Chacun d'entre vous a des connaissances et une expérience, il faut écouter tout le monde et éviter que la discussion soit dominée par les expert-e-s », annonce Matias Echanove, co-fondateur de Urbz. Le travail peut commencer!

Première étape: un « speed brainstorming ». Les participant-e-s s'installent deux par deux autour de petites tables sur lesquelles un message est inscrit, parfois un brin provocateur. « Genève sans l'aéroport, c'est

Fribourg »; « la mobilité, une question d'ingénieur »; « le problème, du développement durable, c'est... »; « la technologie va nous sauver », peut-on lire. Chaque duo discute brièvement et écrit ce que ces phrases lui inspirent, comme une manière ludique d'entrer dans le sujet tout en faisant connaissance. Quelques minutes plus tard, une sonnerie retentit, on change de table et de partenaires!

Local, régional ou global ?

Après cette mise en bouche, direction trois grande tables installées quelques mètres plus loin, estampillées « local », « régional » et « global ». Rapidement, les débats s'animent. Quel est notre rapport à la région, à la frontière, au monde, mais aussi à notre quartier ou à notre lieu de travail? Quelles distances parcourons-nous au quotidien? Autant de questions d'apparence anodines qui révèlent des perceptions bien différentes.

Un bon exemple: qu'est-ce qui est « local » à nos yeux? La discussion va bon train. « C'est mon espace de vie quotidien, mon cocon », estime une participante. Pour un autre, c'est la distance et le mode de transport qui compte: « Le local, c'est là où l'on peut se rendre en 20 minutes à pied ou à vélo. » Il peut y avoir plusieurs « vies locales », l'une à proximité du domicile, l'autre du travail, ajoute une autre participante, elle-même résidant en France voisine. En définitive, il apparaît surtout que le local est lié à nos pratiques et nos usages de la ville.

Des scénarios pour Genève

L'engagement des membres du groupe éphémère grandit à force que l'atelier avance. Après un bref exercice relatif aux objectifs de développement durable des Nations Unies, place au plat de résistance. Des équipes de 4 à 5 personnes se forment et chacune se lance dans l'élaboration d'un scénario de mobilité durable pour Genève. Il s'agit de développer une fiction, une narration cohérente où la mobilité de la région

répondrait aux impératifs du développement durable. Les groupes sont appelés à être créatifs, mais pas irrationnels. Ils devront défendre leur modèle face à l'audience.

Résultat? Des scénarios pointilleux, crédibilisés par une multitude de détails, malgré des contours parfois cocasses! On y suit, en vrac: le parcours de Dominik en 2024, non-binaire, habitant un écoquartier au Petit-Saconnex et travaillant dans l'innovation à Ferney, où il-elle se rend grâce au nouveau tram; le départ en vacances de Michel pour rejoindre, depuis Ville-la-Grand, sa belle-famille à Madrid en train de nuit, via Cornavin, alors que l'aéroport n'est désormais ouvert que deux jours par semaine; le quotidien de Guillaume, maraîcher basé à Archamps dont la production est acheminée dans toute la région par un réseau régional de transports publics et de coursiers à vélo.

Le fruit de cet atelier servira à alimenter les réflexions sur l'avenir de la mobilité à

Genève et ainsi à faciliter la prise de décision du comité de pilotage du projet d'extension du tram. Un compte-rendu détaillé de la journée, ainsi qu'un suivi de l'ensemble du processus de concertation «Via Futura» peut être retrouvé sur le site «participer.ge.ch», nouvelle plateforme de participation numérique. On y trouve toutes les informations sur le tram des Nations et sur la concertation.

Après une après-midi bien chargée, chacun ressort de l'Usine Parker avec de nouveaux horizons en tête, et avec l'impression d'avoir partagé un beau moment d'intelligence collective. De quoi vous donner envie de participer à la prochaine occasion? ■

→ participer.ge.ch
→ urbz.net/gva
→ mobilhomme.ch



La participation a sa plateforme numérique

Genève dispose d'une toute nouvelle plateforme de participation citoyenne sur la toile. Mis en place par la République et canton de Genève, le site web «participer.ge.ch» se base sur un logiciel open source nommé *Decidim*, qui émane d'un projet européen déjà testé à Reykjavik, Barcelone, Amsterdam, Paris ou Madrid. Il s'agit, pour Genève, d'expérimenter de nouveaux canaux de participation citoyenne grâce au numérique. Un fois inscrits, les usager·ère·s ont la possibilité d'émettre des propositions, de faire des commentaires et de contribuer aux débats, tout en accédant à une documentation complète sur les projets en cours.

La plateforme a été testée dès septembre 2019 avec deux processus de concertation, l'un autour de l'extension du tram des Nations et l'autre relatif aux espaces publics à proximité de la future Cité de la musique. Ces démarches participatives numériques s'accompagnent toujours d'un volet «physique» avec des ateliers participatifs, conférences, séances d'information, etc. Participer.ge.ch a désormais la vocation de s'étendre à l'ensemble des services de l'État de Genève, dans le but d'encourager la participation active des citoyen·ne·s et de renforcer la démocratie locale.

→ participer.ge.ch

Un lieu de concertation idéal ?

Une démarche participative lancée par le Département du territoire vise à imaginer et réaliser un espace de concertation mobile pour les grands projets d'urbanisme.

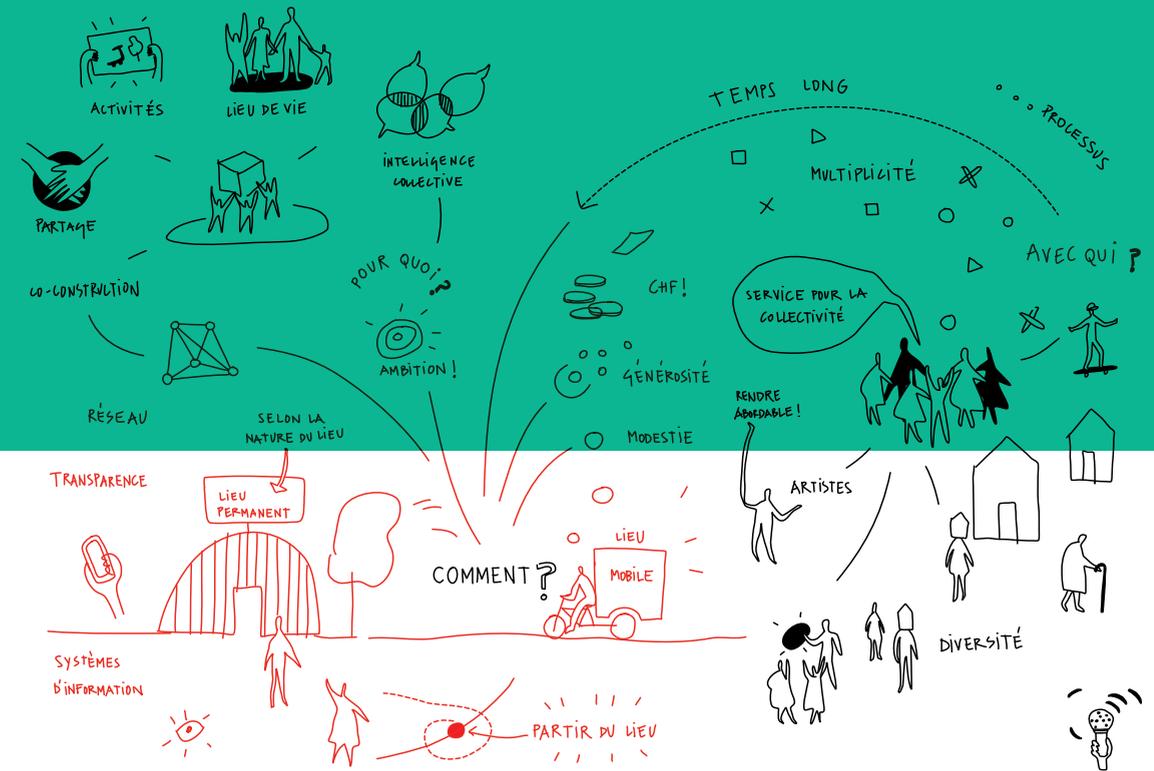
À quoi ressemble un lieu de concertation idéal? Quelles activités doit-on y trouver? Quel est son public? C'est pour tenter de répondre à toutes ces questions que le département du territoire genevois a lancé une démarche participative pour imaginer un espace de participation utilisable dans les futurs projets urbanistiques. «Dans les expériences de concertation, il y a besoin d'un lieu pour rassembler les gens, mais aussi pour créer un climat de confiance», souligne Giovanna Ronconi, architecte-urbaniste et cheffe de projet à l'État de Genève. Or un espace adéquat n'existe pas dans tous les quartiers. «L'objectif de notre démarche est de réaliser un prototype de lieu de concertation.»

Le processus s'est déroulé en trois temps, à commencer par un atelier sous forme de «world café» le 3 septembre 2019,

où étaient invité·e·s plus de vingt acteurs et actrices de la concertation: urbanistes, associations, spécialistes de la participation, animateur·rice·s de quartier, magistrat·e·s, représentant·e·s de l'État, etc. Cette rencontre a permis de poser les bases de la réflexion et d'aboutir à un «catalogue des idées», réparties en quatre catégories: quelle forme? Quelles activités? Quel caractère? Quel·le·s contributeur·rice·s?

« Explorons ensemble »

Ce riche matériel a constitué de base à la seconde étape, une exposition interactive intitulée «Explorons ensemble» durant le festival EXPLORE, fin septembre à l'usine Parker. L'installation invitait chacun et chacune à définir les caractéristiques essentielles d'un futur lieu de concertation. Restituées sous



forme de cartes postales illustrées, les idées issues du world café pouvaient ainsi être sélectionnées par les participant·e·s selon leur vision idéale.

Près de 100 personnes se sont livrées à l'exercice durant les cinq jours du festival, constituant une base de données importante. Après analyse, on peut en tirer plusieurs enseignements. Les cartes les plus prisées ont clairement été celles liées aux activités, ce qui montre un attachement plus marqué au fond qu'à la forme. Il ressort aussi une préférence pour un espace simple, disponible dans le temps, plutôt flexible et mobile que dans

un lieu existant, ainsi que l'importance d'une forte implication des habitant·e·s.

Une lecture plus intuitive des résultats, voire poétique, intitulée lecture «des possibles», a également débouché sur cinq concepts de lieux de concertation, ou cinq «ambiances type». L'objectif est désormais de réaliser un ou des prototypes, à tester dans le cadre des grands projets d'urbanisme à Genève. Et ainsi expérimenter de nouvelles manières de faire la ville. ■

→ www.ge.ch/dossier/concertation

La ville par et pour les enfants



Les initiatives se multiplient pour sensibiliser les plus jeunes aux principes d'urbanisme, mais aussi pour intégrer leurs idées dans les processus d'aménagement. L'enjeu n'est pas anodin : ils seront aussi les futur-e-s habitant-e-s des villes que nous planifions et construisons aujourd'hui. Un environnement urbain agréable et sûr pour les enfants peut renforcer leur attachement à la

ville et encourager, quelques années plus tard, leur participation citoyenne. Durant l'été 2019, l'association Chantier Ouvert est allée à la rencontre des enfants pour réaliser une carte subjective du canton de Genève. Le résultat a été présenté dans le cadre d'EXPLORE, et complété et enrichi lors d'un atelier participatif.

→ www.chantierouvert.ch

Faire ville ensemble **face au changement climatique**



« Nous devons mener une révolution des esprits »

Nicolas Hulot, ancien ministre d'État, a tenu en haleine 600 personnes à l'usine Parker lors de sa conférence sur le changement climatique, organisée en partenariat avec la Fondation Zoein. Un des temps forts d'EXPLORE.

« Le progrès, c'est la révolution faite à l'amiable. » Cette citation de Victor Hugo résonne dans la tête de Nicolas Hulot, à l'heure d'entamer sa conférence sur le réchauffement climatique, dans le cadre d'EXPLORE.

« Nous avons une révolution à faire. Je préférerais qu'on la fasse à l'amiable, car elle se fera qu'on le veuille ou non », lance alors l'ancien ministre français de la Transition écologique et solidaire, fonction quittée avec fracas en 2018. Organisée en partenariat avec la Fondation Zoein¹, la venue de cette figure du combat écologiste a rassemblé près de 600 personnes à l'Usine Parker, de quoi clore en beauté l'édition de septembre du Festival de la ville de demain.

L'ex-présentateur vedette d'Ushuaïa, devenu apôtre du combat écologiste, refuse de céder à la fatalité. « Je suis convaincu que les dés ne sont pas encore joués, mais la fenêtre d'opportunité pour décider de notre avenir est extrêmement réduite. » Selon lui, il est donc encore temps d'agir. « Nous avons besoin d'un changement culturel, sociétal, économique. Nos outils technologiques sont suffisants. La révolution à opérer est celle des esprits. »

En quête de sens

La civilisation humaine, poursuit-il, n'est victime ni de sa faiblesse ni de sa puissance, mais bien de son aveuglement. Et d'en appeler à redonner du sens à notre système global. « Dans les textes fondateurs de l'Organisation internationale du travail, on lit que l'économie est un moyen au service de l'épanouissement humain. Par la suite tout s'est inversé. La finance a été indexée aux besoins de l'économie et les hommes ont été utilisés comme capital humain. Il est temps de remettre les choses dans l'ordre. »

Redonner du sens, c'est aussi se « reconnecter à la nature », avance Nicolas Hulot. Non pas de manière rousseauiste, en s'extasiant sur la beauté d'un colibri, mais en s'inspirant de ses lois. « Comment imaginer un seul instant que l'humain et la nature avancent sur des dynamiques séparées ? » interroge-t-il. « Certes, nous ne conduisons plus notre destin, nous le subissons. Au lieu de s'en humilier, on devrait s'en responsabiliser. »

Des mots pour guider le XXI^e siècle

Selon l'ex-ministre, il est aujourd'hui indispensable de partager une vision commune, d'unir nos forces. Mais alors, comment faire ? Il y a des mots qui doivent guider le XXI^e siècle, répond Nicolas Hulot. Le premier est « diversité ». « Un monde qui s'uniformise, qui réduit la diversité, qu'elle soit génétique ou culturelle, n'a aucune chance de résoudre les difficultés. Si la vie a pu cheminer avec autant de succès jusqu'à aujourd'hui, c'est grâce à sa diversité. »

Le second mot est celui d'« humilité ». L'humain est capable de grandes choses, continue-t-il, mais le « positivisme excessif » de certain·e·s, pour qui notre cerveau pourra résoudre toutes les équations, est dangereux. « J'ai du mal à penser que, quelles que soit nos convictions religieuses ou pas, nous soyons capables de nous substituer à l'horlogerie originelle. »

Après la diversité et l'humilité, le XXI^e siècle sera celui de la « sobriété », ajoute Nicolas Hulot, qui pointe notre « civilisation du gâchis » : « Je veux parler des prélèvements indus, qui ne participent en rien à notre bien-être. » Et de citer deux exemples documentés récemment, parmi

¹ La Fondation Zoein a pour objectifs de répondre aux bouleversements du monde au XXI^e siècle, en particulier ceux engendrés par le dérèglement climatique et l'effondrement de la biodiversité. Elle est présidée par la philosophe et économiste Sophie Swaton, et son conseil scientifique est dirigé par Dominique Bourg, philosophe.
→ www.zoein.org



elle détermine toutes les autres. «La solidarité n'est pas une question de morale, ce n'est plus une option mais une condition», poursuit le conférencier. «En l'espace de quelques décennies, notre monde s'est brutalement connecté, avec le secret espoir que nous allions nous unir, nous relier. Or plutôt que d'atténuer les inégalités, comme la mondialisation heureuse le promettait, cette connexion a eu pour effet terrible de confronter les inégalités. Elle a donné aux exclu·e·s une vue directe sur les inclus·e·s. Avec cela, nous avons ajouté à l'exclusion un élément explosif, l'humiliation.»

Quand un énième typhon, toujours plus violent, balaie les Philippines, on ne peut plus mettre ça sur le compte de la fatalité, illustre Nicolas Hulot. Aujourd'hui, tout le monde sait que ce typhon est la conséquence d'un phénomène, qui lui-même est la conséquence d'un mode de développement, que les Philippin·ne·s n'ont pas initié et dont ils et elles n'ont pas profité, et qui s'est même fait sur leur dos. «Cela fait beaucoup... Nous ne pouvons pas fuir cette responsabilité. Il n'y a pas d'autres choix que de reproduire cette loi originelle de la nature: le partage, l'entraide et la solidarité. C'est ça le défi du XXI^e siècle.»

« La crise climatique, la
pénurie des ressources, la
désertification, les extrêmes
climatiques ajoutent de
l'injustice à l'injustice. »

Modèle économique à revoir

Dans ce vaste chantier vers un «monde solidaire», notre modèle économique doit être transformé, poursuit-il. «Non pas basé sur le libre-échange, mais sur le juste échange. Non pas basé sur la prédation, mais sur la protection. Si demain, les matières

des centaines d'autres potentiels: «Dans le monde, on meurt davantage de l'obésité et de la malbouffe que de la famine. C'est quand même un drôle de paradoxe!», lâche-t-il. Le second concerne l'impact du digital sur l'effet de serre, en train de dépasser celui du transport aérien au niveau mondial. Quelle est la première source de consommation numérique? «Les sites pornographiques! La deuxième étant la consultation de vidéo de chats! Si je me permets cet exemple, c'est pour nous interroger sur la question du sens. Ne pas différencier le superflu de l'essentiel, c'est le drame de notre société.»

La solidarité, pierre angulaire

Enfin, aux yeux de Nicolas Hulot, le quatrième mot qui doit guider le XXI^e siècle est le plus important: «solidarité». «L'écologie est un enjeu de dignité, de justice humaine et de solidarité», insiste-t-il. Parce que les premières victimes sont les plus vulnérables, puis parce que les suivantes ne sont pas forcément les principaux responsables du phénomène. «La crise climatique, la pénurie des ressources, la désertification, les extrêmes climatiques ajoutent de la misère à la misère et de l'injustice à l'injustice.»

Cette question est fondamentale, car

premières et les ressources naturelles disparaissent, quel modèle économique pourra perdurer? Aucun!»

Tout le monde doit ainsi se poser ces questions: qu'est-ce qui a du sens? Qu'est-ce qui est prioritaire? Face à un enjeu universel, sommes-nous prêts à partager une vision avec l'ensemble de l'humanité? «Parfois j'en doute...», répond Nicolas Hulot. En accompagnant des président·e·s à l'ONU, il a pu constater vu ce «théâtre des apparences», ces délégations qui, au-delà des discours, n'ont qu'une idée en tête: défendre les intérêts de leur pays. «En aucun cas elles n'étaient passées à cette dimension universelle. C'est ce changement d'état d'esprit qu'il va falloir opérer.»

Nos vices et incohérences

À titre individuel, nous sommes aussi pétri·e·s d'incohérences, complète Nicolas Hulot. «Oui à l'énergie éolienne, mais pas dans mon village... Fermons les centrales thermiques, mais pas celle de ma ville car il y a 50 emplois... Nous sommes toutes et tous émetteur·rice·s d'injonctions contradictoires.» Alors, ce changement va-t-il s'opérer pacifiquement, pour en revenir à Victor Hugo? «Je n'en sais rien, mais j'ai foi en l'Homme», répond-il. «Pas une foi naïve, je connais nos antagonismes entre cette humanité qui travaille pour le bien commun (30 millions de bénévoles en France!) et celle, moins nombreuse, qui travaille pour accaparer les biens communs. On doit choisir notre camp et lutter contre nos propres vices.»

Nos vices sont aussi ceux de l'excès. L'être humain est incapable de se fixer des limites, c'est ce qui fait sa grandeur et sa faiblesse. Sans cela, il ne serait ni allé sur la Lune ni allé voir dans l'infiniment petit du corps humain, avec les succès médicaux associés. «Il va pourtant falloir en mettre des limites, car nous n'avons qu'une seule planète.»

Pourquoi l'être humain est-il à ce point sans limite? À cause de son cerveau, explique Nicolas Hulot, en s'appuyant sur le best-seller du journaliste et neurobiologiste

Sébastien Bohler, *Le Bug humain*. Pendant des milliers d'années, le cerveau a fonctionné grâce à un nombre limité de stimuli, comme la faim, le froid ou la reproduction, résume-t-il. La dopamine – dite molécule du plaisir – régule nos comportements, nos fonctions motrices, notre motivation, notre sommeil. «Aujourd'hui, il y a des dizaines de milliers de stimuli. C'est une force de persuasion clandestine qui nous pousse en permanence à satisfaire des désirs dont on ne soupçonnait pas l'existence. Nous n'avons pas de fonction stop.»

Heureusement, conclut Nicolas Hulot sur un ton optimiste, «il y a trois domaines qui permettent aussi de sécréter de la dopamine: la connaissance, la sobriété et l'altruisme.» De quoi nourrir l'idée que tout n'est pas perdu. ■

Qu'est-ce que la ville de demain ?

«Je m'inquiète un peu de ces mégapoles dont on ne sait plus où elles commencent et où elles se terminent. On peut avoir des villes où la verdure rentre, des toits et des murs végétalisés, des jardins partagés. Je pense aussi qu'il faut repenser le partage de l'espace. J'aime me balader en France dans nos territoires, mais je suis navré de voir des paysages désertifiés, où les lignes ferroviaires ont été abandonnées, les services publics enlevés.

«Il faut que les villes redeviennent des lieux respirables, c'est la priorité. Il y a là une forme d'inégalité. La vulnérabilité des gens qui vivent en ville à l'exposition du CO₂ et d'autres particules est beaucoup plus forte qu'ailleurs. Il faut repenser la ville, avec des transports en commun efficace. Je crois beaucoup à l'hydrogène pour les transports en commun. J'aimerais beaucoup qu'on investisse dans cette technologie pour les transports en commun.»

La ville à l'ère anthropocène

L'activité humaine a irrémédiablement bouleversé nos écosystèmes. À la fois responsables et victimes, les villes sont au cœur des enjeux de l'Anthropocène.

L'Anthropocène, c'est quoi? Encore peu connu du grand public, ce terme désigne une nouvelle période géologique dans l'histoire de la Terre, marquée par l'impact de l'activité humaine sur l'écosystème. Cette notion a été proposée par le Prix Nobel de chimie Paul J. Crutzen au tournant des années 2000, face à l'évidence des transformations profondes de la composition de l'atmosphère. Réchauffement climatique, perte de biodiversité, imperméabilisation des sols, pollution de l'air: à l'ère de l'Anthropocène – «l'ère de l'humain» – tous les grands équilibres naturels sont perturbés. Une réalité dont les villes sont à la fois les principales responsables et les premières victimes.

Dans ses travaux, Paul J. Crutzen fixe symboliquement le début de l'Anthropocène en 1784, date de l'invention de la machine à vapeur par James Watt. Jacques Grinevald, autre grand spécialiste de la question, établit à Genève, préfère évoquer le milieu du XIX^e siècle comme point de départ, avec l'apparition des moteurs thermiques de la «révolution thermo-industrielle». Dès ce moment, après des millénaires sans évolution significative, la courbe du CO₂ commence à grimper en flèche, sans plus s'arrêter jusqu'à ce jour. Ce sont les fameux gaz à

effets de serre en bonne partie responsables du réchauffement climatique.

«Le mot Anthropocène a beaucoup de succès mais il cache une diversité de concepts très différents, précise toutefois l'historien des sciences. On dit que l'homme est une force géologique, mais c'est une métaphore.» En tant que période dans le système de périodisation géologique en vigueur, l'Anthropocène reste une notion controversée. Mais là n'est pas l'essentiel. Petit à petit, le concept s'est imposé pour définir notre époque actuelle, marquée par des bouleversements d'une ampleur inédite.

Le rôle de l'urbanisation

Pour Michel Lussault, géographe et spécialiste du phénomène urbain, l'Anthropocène est avant tout un mot pour désigner le dérèglement global en cours. «L'évolution de nos environnements climatiques, biologiques, maritimes, géologiques nous fait entrer dans une crise des systèmes biophysiques.» Selon lui, l'urbanisation du monde a été le vecteur de ce changement. «On peut facilement démontrer que c'est l'urbanisation, par ses exigences mêmes, qui a conduit les sociétés humaines à surexploiter les ressources, à dégrader les milieux, à émettre les gaz à effets de serre responsables du réchauffement climatique.» Il existe donc un lien très fort entre la ville et l'Anthropocène, à tel point que certain·e·s auteur·e·s proposent de nommer notre époque «Urbanocène».

Le professeur en a fait un champ d'études à part entière, à l'Université de Lyon: l'urbain anthropocène. Réuni sous l'égide de

l'École urbaine de Lyon, ce programme de recherche expérimental et interdisciplinaire entend accompagner la transition sociale, écologique et économique dans laquelle sont engagés les sociétés et les territoires.

Une réalité ancrée dans la région

À l'échelle locale, une autre initiative originale s'est démarquée il y a quelques années sur le front de l'Anthropocène. Afin d'incarner l'évolution en cours à l'échelle d'un territoire, des chercheurs de la Haute école d'art et des

design (HEAD) ont développé entre 2016 et 2018 l'Atlas de l'Anthropocène à Genève (TAAG). Comment se manifestent ces enjeux à l'échelle d'une région? Quels sont les réponses locales à la crise environnementale? Pour répondre à ces questions, une équipe a mené durant deux ans une quarantaine d'entretiens filmés qui constituent le matériau de base d'un site internet interactif et évolutif. De quoi découvrir un riche panel acteur·rice·s-clés et d'initiatives locales en lien avec cette problématique. ▀

→ head.hesge.ch/taag

Des initiatives en pagaille

Depuis 2002, le service cantonal du développement durable prime chaque année des initiatives et projets exemplaires à Genève. En 2019, les récompenses ont été officiellement remises dans le cadre d'EXPLORE, en septembre à l'Usine Parker. «Ce concours met en avant des projets, des solutions, des pistes de ce que sera le monde de demain», a introduit Antonio Hodgers, président du Conseil d'État genevois. Ces pratiques sont encore aujourd'hui marginales, mais le défi climatique implique qu'elles deviennent la norme.»

Ainsi la bourse cantonale a été attribuée à Louisa Saratsiotis, pour ses produits ménagers de production artisanale, biologique et locale «Les potions d'Adèle». Le prix cantonal a

été décerné à l'Association Ayni pour la création d'une boutique de mode équitable et écologique, alors que la distinction cantonale est revenue au service Agenda 21 de la Ville de Genève pour l'organisation d'un jeu de sensibilisation au réchauffement climatique.

Parmi les mentions attribuées, on retrouve encore la coopérative La Manivelle et son projet de «bibliothèque» d'outils et de matériel, la coopérative Itopie pour sa «ressourcerie» de pièces détachées informatiques et l'association Semences de Pays pour la création d'une structure locale de production de semences biologiques.

→ www.ge.ch/dossier/concours-du-developpement-durable



« La transition écologique est la seule question qui compte »

Face à l'urgence climatique, comment repenser le Grand Genève ? Un vaste consortium a lancé une consultation urbano-architecturale et paysagère pour imaginer l'agglomération de demain. Initiée par la Fondation Braillard Architectes avec le soutien de l'Office de l'urbanisme, elle entend placer la transition écologique au premier plan du débat urbanistique et mènera à un workshop expérimental en 2020.

Sept équipes internationales et transdisciplinaires ont été sélectionnées suite à un appel ouvert qui a attiré quarante-trois propositions. Alors que les résultats finaux sont attendus au printemps 2020, leurs travaux intermédiaires avaient été présentés lors d'un événement EXPLORE en juillet 2019, sur la plateforme du Pont de la Machine au centre-ville de Genève. Panos Mantziaras, directeur de la Fondation Braillard Architectes, détaille cet ambitieux processus.

Quel est l'objectif de la Consultation Grand Genève ?

Son objectif est de sensibiliser les professionnels et tous les acteurs et actrices de notre territoire à l'urgence de la transition écologique. Notre hypothèse, en tant

qu'architectes, est qu'il y existe une relation d'influence réciproque entre le cadre bâti et notre mode de vie. Pour que nos modes de vie changent, notre cadre de vie doit évoluer. Inversement, notre cadre de vie doit exprimer nos préoccupations et nos aspirations pour un futur meilleur pour nos enfants. En somme, nous devons aller plus loin et plus vite.

Les villes ont-elles pris la mesure de l'enjeu ?

La transition écologique est intégrée à leurs réflexions, mais encore de manière superficielle. C'est pourtant la seule question qui compte ! Pour répondre aux objectifs de réductions des émissions de CO₂, notre économie devrait quasiment s'arrêter, c'est cela la réalité des chiffres ! À défaut de pouvoir le



faire, nous devons freiner de manière contrôlée pour éviter le dérapage. C'est ce que nous tentons de faire avec la consultation, en menant un travail constructif de développement du territoire – je précise que développement ne signifie pas nécessairement croissance. Nous devons construire un imaginaire du futur suffisamment convaincant, solide et multicolore pour que la population accepte de renoncer à certains « acquis ». Par exemple, le confort – très cher aux Suisses – ne peut plus être un objectif en soi.

À ce stade, que ressort-il de la consultation ?

Nous pouvons déjà dire que toutes des équipes partagent certaines convictions. Il y a notamment une profonde remise en question du modèle économique actuel, mais aussi un fort retour aux fondamentaux : la nature, la valeur du sol, la valeur du travail, de la relation humaine. On perçoit également une grande méfiance envers la technologie. Définitivement, l'espoir qu'un miracle technologique viendra nous sauver a disparu.

Sur quels leviers les équipes ont-elles travaillé ?

Il ressort la question du sol, dans ses multiples fonctions, écologiques, sociales et symboliques, mais aussi évidemment de l'énergie ou encore les réseaux (eau, électricité,

travail, nourriture), en tant que systèmes de distribution des ressources. D'autres ont approfondi les notions de collectif, de partage, ou de réemploi-récupération-réhabilitation.

À quoi ressembleront les villes de demain ?

Les villes ne doivent pas seulement être décarbonnées, c'est-à-dire arrêter de produire du CO₂, mais elles vont devoir absorber du CO₂. C'est une obligation morale et réelle, car elles sont les plus grands émetteurs de gaz à effet de serre. Par exemple, nous allons devoir arrêter de construire en béton, c'est une évidence, et privilégier des matériaux qui séquestrent le carbone, comme le bois. Cela ne va pas de soi en Suisse, avec notre tradition du béton. Mais il existe aussi une importante filière du bois, à valoriser. La consultation Grand Genève sert aussi à pousser de telles évolutions.

Êtes-vous malgré tout optimiste ?

Les gens qui perdent espoir sont ceux qui périssent les premiers ! Je suis optimiste, mais réaliste. La seule manière d'avancer est de travailler avec imagination, précision et détermination et de ne rien lâcher. Nos autorités locales sont plutôt convaincues et conscientes des enjeux, mais il faut identifier les grains de sables dans les rouages, et convaincre notamment ceux qui tirent les ficelles de l'économie. ■

Ces mégatrends qui façonnent la Suisse

Mondialisation, numérisation, individualisation, démographie et changement climatique sont les cinq grandes tendances analysées par la Confédération en lien avec le développement territorial. Avec quelles implications pour Genève ?

Quels seront les effets des « mégatrends » – soit les tendances globales – sur le développement territorial en Suisse ? Sur mandat du Conseil fédéral, le Conseil de l'organisation du territoire (COTER) a été chargé d'évaluer l'impact potentiel de ces grandes tendances à l'horizon 2040. Cette problématique a fait l'objet d'une soirée EXPLORE en novembre 2019, avec l'objectif d'en étudier les implications pour Genève et sa région.

Le groupe d'expert·e·s identifie cinq grandes tendances : mondialisation, numérisation, individualisation, changement démographique (vieillesse, migrations) et changement climatique. Au regard de ces mégatrends, des scénarios de développement territorial ont été étudiés pour quatre types de régions en Suisse, soit les grands centres urbains, les espaces ruraux et petites villes, les territoires alpins ainsi que l'Arc jurassien associé aux régions préalpines.

Un pays de 10 millions d'habitant·e·s

À quoi ressemblera la Suisse en 2040 ? Les prévisions du COTER tablent sur une

population de plus de 10 millions d'habitant·e·s. Le pays sera alors largement interconnecté, avec de gigantesques besoins d'espace, les surfaces de bureau auront diminué au profit des logements et la numérisation aura ouvert de nouvelles perspectives de travail, pour ne tirer que quelques traits marquants.

« Nous avons fait le postulat, positif, que la Suisse aura réussi à saisir sa chance pour rester un pays attractif avec une haute qualité de vie », expose Lukas Bühlmann, président du groupe d'experts. Comment les responsables de l'aménagement du territoire vont-ils-elles gérer cette croissance économique et démographique ? « La question est complexe, d'autant plus que les grandes tendances tout à la fois posent problème, comme l'accroissement de la mobilité, mais sont aussi porteuses de solutions, à l'instar du numérique, qui devrait permettre de mieux gérer cette mobilité », souligne le rapport.

Le document est assorti de 18 recommandations d'ordre assez général, comme par exemple « préserver et développer la culture locale du bâti » ou « faire face à la croissance par un urbanisme de qualité et de nouveaux



centres urbains». Parmi les suggestions les plus incisives, on peut également y lire: «renoncer autant que possible à l'extension des infrastructures routières», ce qui n'a pas plu à certains offices fédéraux.

« Points de rupture »

Après un riche débat, le président du Conseil d'État genevois, Antonio Hodgers, s'est livré à l'exercice d'une synthèse critique, en guise de conclusion. «Un mot-clé fondamental ressort de ce rapport, c'est le changement. Une chose est sûre, on ne va pas continuer à faire le territoire comme avant. Ces mégatrends marquent des points de rupture incontestables.»

D'où ces questions fondamentales: comment rendre le futur enviable? Comment créer une ville désirable? En premier lieu, on doit «faire la ville» répond le magistrat: «En Suisse, notre mythologie est liée aux montagnes et à la vie rurale, alors que nous sommes en réalité un pays urbain.» De là, plusieurs lignes directrices permettent d'imaginer la ville de demain. D'abord, elle sera mixte, affirme Antonio Hodgers: «C'en est fini du zoning, avec l'habitat d'un côté, les emplois de l'autre. On ne veut plus de cités-dortoirs». Ensuite, la qualité des espaces publics devra être

une préoccupation majeure. Enfin, comme dans tous les projets cités en exemple, «la voiture sera marginale, alors qu'elle est aujourd'hui la norme».

Un nouveau « contrat urbain »

Pour le conseiller d'État, la principale faiblesse du rapport sur les mégatrends porte sur le changement climatique, abordée uniquement par ses effets au niveau local – notamment le problème des îlots de chaleur. Or l'enjeu est bien plus global, rappelle-t-il: «À Genève, le bâti et la mobilité représentent 60% des émissions totales de CO₂. Pour aller vers une société neutre en carbone, nous devons modifier fortement l'organisation du territoire. Le débat doit à mon sens porter sur le coût énergétique que représente un habitat dispersé.»

Avant tout, pour être désirable, la ville de demain devra pouvoir répondre aux aspirations de chacun et de chacune, parfois contradictoires. L'espace urbain est aujourd'hui traversé par une forte tension entre ceux-elles qui y habitent, pour qui la ville est une maison, et ceux-elles qui en font un usage essentiellement professionnel ou de consommation. «Nous avons besoin d'un nouveau contrat social, un contrat urbain», conclut Antonio Hodgers. ▀

Impressum

Édité par le service concertation et communication du département du territoire.

Coordination éditoriale: Matthias Lecoq
Rédaction: Mario Togni, sauf pp.18-19 Cédric Duroux
Interviews: Mario Togni, Emilie Laici, Matthieu Budin
Photos: Aline Bovard, sauf p.20 Matthias Lecoq, p.35 Irene Gil Lopez
pp.48, 50 Roman Lusser
Graphisme: AMI
Tirage: 600 exemplaires
Impression: iversoix

En collaboration avec: Ola Prod, October Octopus, Fondation Brailard Architectes, Fondation Zoein

Partenaires: Ville de Genève, Ville de Carouge, Centre de culture contemporaine de Barcelone, la fondation Zoein, HEPIA, HEAD, HEG, FASE, Antigiel, Pôle métropolitain du genevois français, Chantier ouvert, Near future laboratory, Urbz, Mobil'homme, L'Escouade, Maison de la créativité, Fédération suisse des urbanistes.

EXPLORE
Habiter la ville de demain

3 juillet 2019
dès 18h
accès libre

Pont de la Machine
Genève

18h **Dj set SALSA POWER**
19h **Table ronde + POL. Ambient Remix**
21h **Concert PIXVAE Global Colombian Music 2.0**

Buvette et petite restauration exploregeneve.ch

EXPLORE

Festival de la ville de demain

19 – 22 + 26 septembre 2019
Usine Parker Carouge

Tables rondes, concerts, ateliers, dialogues, rencontres, DJ sets

Philippe Huet, Philippe Rabin, Jordi Carro, Philippe Simeon, Antoine Gironardi, Philippe Simeon, Aline Bovard, Mario Togni, Cédric Duroux, Alan Poncelet, Michel Lussier, Nader Boussaba-Vicini, Cyril Curi, Patrick Bourgeois

exploregeneve.ch

EXPL
ORE

Grandes tendances et développement territorial. Quelles implications sur le canton et le Grand Genève ?

Mardi 12 novembre à 18h
Musée d'ethnographie de Genève (MEG)

En présence d'Antonio Hodgson, président du Conseil d'Etat chargé du département du territoire (DT) et de Maria Lezzi, directrice de l'ARE

exploregeneve.ch

